

6 Suisse

La Suisse ne veut pas limiter l'accueil des Ukrainiens

ASILE A l'heure du premier bilan sur l'accueil des réfugiés de guerre, la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter et les gouvernements cantonaux estiment avoir rempli leur mission. Ils balaient l'idée, émise à droite, de n'octroyer le statut S de protection qu'aux ressortissants de l'est de l'Ukraine où se concentrent les combats armés

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
@BoeglinP

Le défi est énorme, mais les autorités l'ont globalement bien relevé. C'est l'avis de la Confédération et des cantons, qui se gratifient d'une note positive sur l'accueil des réfugiés ukrainiens, au moment de dresser un premier bilan trois mois après le début de la guerre. En deux mots, tout n'est pas parfait, mais l'essentiel fonctionne.

Quelque 50 000 réfugiés venus d'Ukraine ont trouvé un toit en Suisse, la moitié loge chez des privés, et environ 12 000 enfants ont été intégrés par les écoles. L'écrasante majorité a obtenu le fameux statut S de protection provisoire, qui leur accorde diverses facilités en sus du logement et des soins, dont un accès immédiat au marché du travail et à la scolarisation.

Malgré un ralentissement, l'afflux reste impressionnant. Il dépassera celui provoqué dans les années 1990 par les guerres d'ex-Yougoslavie (environ 50 000 personnes). Confédération et cantons tablent sur quelque 10 000 arrivées chaque mois. Si cela se vérifie, le nombre d'Ukrainiens réfugiés avoisinera les 100 000 personnes à la fin de l'année. Sans oublier les 1500 demandeurs d'asile venant chaque mois d'autres régions du monde.

Jusqu'à 2 milliards de francs

Trouver des hébergements constitue une préoccupation permanente. «Nous disposons aujourd'hui de 4000 lits libres, et avons pu, aussi grâce à l'aide du Département de la défense [et des casernes de l'armée, ndr], accroître les places dans les centres fédéraux de 6000 à

9000», détaille la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, chargée de l'asile. L'enregistrement de chacun et la procédure d'octroi du statut S se sont accélérés. Par contre, la gratuité des transports publics pour les Ukrainiens va prendre fin à la fin du mois, sur décision de la branche.

Cela va de soi, l'opération a un coût, élevé. Une estimation de l'administration fédérale l'évalue entre 1,2 et 2 milliards de francs pour l'année en cours. «Le Conseil fédéral va demander au parlement de classer ces dépenses en catégorie extraordinaire, car elles n'étaient pas prévisibles», relève la ministre libérale-radical.

La manœuvre permettrait d'épargner le budget normal, de ne pas raboter les fonds dévolus à d'autres domaines, et d'envisager le remboursement avec plus de temps et de souplesse. Elle est familière des autorités fédérales: durant la pandémie de Covid-19, les aides financières aux entreprises et employés en avaient notamment bénéficié.

«Il est inconcevable de devenir plus restrictifs»

KARIN KELLER-SUTTER

Autant Karin Keller-Sutter que Nathalie Barthoulot, ministre jurassienne et présidente de la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales, ne manquent pas de remercier la population pour sa solidarité. Une attitude qu'il s'agit de soutenir, selon la conseillère fédérale libérale-radical. «Pour cela, il faut absolument lutter contre les abus, en empêchant par exemple que ceux qui ont quitté la Suisse encaissent encore l'aide sociale.»

De même, côté marché du travail, «les employeurs veulent se montrer solidaires, mais souhaitent davantage de stabilité au moment d'engager une personne avec statut S», remarque,

pour sa part, la ministre Nathalie Barthoulot.

Concernant l'avenir, Karin Keller-Sutter considère que «les Ukrainiens réfugiés doivent pouvoir retourner pour quelques jours dans leur pays afin de se faire une idée de la situation et visiter leur famille. Mais s'ils restent trop longtemps, le statut S leur sera retiré.» La durée de séjour autorisée tournerait autour de quinze jours, à préciser encore par la Confédération et les cantons.

Vellités de durcissement à droite

La pression induite par l'afflux ne plaît pas à tout le monde. Critique dès le départ, l'UDC revient ces jours à la charge. Sa conseillère nationale argovienne Martina Bircher, épaulée par le sénateur libéral-radical appenzellois Andrea Caroni (qui serait plutôt isolé dans son parti, entend-on), estime que le statut S ne devrait s'adresser qu'aux Ukrainiens venant de l'est du pays, puisque c'est dans cette région que l'armée russe concentre désormais son invasion.

Pour Karin Keller-Sutter, il n'en est pas question. «Je ne comprends pas sur quelle analyse se base cette idée. Tous les jours, en lisant le bulletin du Service de renseignement de la Confédération (SRC), je vois où tombent les bombes. Récemment la ville de Lviv, bien qu'à l'ouest de l'Ukraine, a été victime d'un bombardement. Même si la guerre est la plus extrême à Marioupol et dans le Donbass à l'est, le reste du pays reste attaqué.»

La Saint-Galloise ajoute un argument juridique. «Tous les Ukrainiens peuvent voyager dans l'espace Schengen sans visa pendant 90 jours. Allons-nous les attraper au bout de ce laps de temps et les refouler?» Le contexte international et l'image de la Suisse comptent également. «Nous avons 50 000 réfugiés ukrainiens chez nous. Il est inconcevable de devenir plus restrictifs, alors que des Etats comme la Pologne en dénombrent 3,3 millions.» Karin Keller-Sutter tient à rester coordonnée avec l'Union européenne. ■

Entre Berne et les cantons, de la friture sur la ligne

COVID Le Contrôle fédéral des finances a remis son rapport annuel. Genève devrait selon ce document indemniser Berne pour une tâche accomplie à l'aéroport. La pandémie a illustré l'incapacité de présenter des données nationales fiables

DAVID HAEBERLI, BERNE
@David_Haeblerli



A l'aéroport de Cointrin comme à celui de Bâle, la Confédération accomplit une tâche sécuritaire qui ne lui incombe pas. Le Contrôle fédéral des finances (CDF) a tiré cette conclusion en étudiant les conventions conclues entre l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières et les cantons disposant d'un aéroport. A Zurich, le canton prend en charge ces coûts, à la suite d'une convention nouée avec ce même office fédéral. Le CDF préconise que Genève et Bâle reversent à la Confédération les montants relatifs à cette mission de contrôle des personnes. A Genève, le coût est de 17 à 22 millions de francs par an.

«En réalité, la loi fédérale doit être modifiée car il est absurde que le contrôle aux frontières ne soit pas une tâche de la Confédération, nous a répondu Mauro Poggia, conseiller d'Etat genevois. Ce d'autant que les trois aéroports internationaux ont une vocation qui va au-delà des cantons qui les abritent. Le Conseil d'Etat s'opposera à un retrait des gardes-frontières de l'aéroport, et interviendra au niveau politique pour que la loi fédérale soit adaptée pour faire coïncider les tâches de la Confédération avec l'élémentaire bon sens.»

Nombre de patients difficile à déterminer

Ce constat, le CDF l'a rappelé dans son rapport annuel 2021, présenté à la presse ce vendredi. Malgré la fin des mesures sanitaires, le coronavirus et ses conséquences sont restés dans son viseur durant l'année 2021. L'auditeur de la Confédération a dressé un bilan des mesures prises par le Conseil fédéral dans le but de préserver le tissu économique helvétique: aides financières pour la culture, allocations pour perte de gain, indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT), cas de rigueur et cautionnements solidaires.

Dans le domaine des RHT, «un total cumulé de 498 annonces de lanceurs d'alerte relatifs à des RHT avait été remis au Seco fin 2021, détaille le document présenté à la presse. Sur ce total, 84 cas ont pu être clôturés avec dans 54 cas des versements non justifiés ou erronés, dont sept cas frauduleux. Des demandes de remboursement pour 9,9 millions de francs ont été émises. Fin 2021, 414 cas restaient ouverts au Seco.»

Pour les autorités fédérales, déterminer le nombre de patients aux soins intensifs

«Les données ne sont pas définies dans tous les cantons de la même manière»

MICHEL HUISSOUD, DIRECTEUR DU CDF

dans les cantons a été particulièrement ardu dans un premier temps. Ces ratés ont amené l'auditeur à s'interroger sur la manière dont l'information circule entre la Confédération et les cantons. Le constat est sévère. La Confédération connaît mieux ses relations avec le Mexique que celles entre ses propres offices et les cantons, s'étonne le rapport.

Le CDF a donc étudié pour la première fois en 2021 le pilotage des relations de la Confédération avec les cantons. L'épisode des soins intensifs se répète dans de nombreux secteurs en Suisse. La Confédération est incapable de consolider au niveau national les données saisies dans les cantons. Conséquence: individus et entreprises doivent fréquemment renseigner les administrations à de répétées reprises alors que le principe d'une inscription unique devrait être la règle.

Moins d'alertes

Pourquoi cette étape est-elle si difficile? «Les administrations cantonales utilisent différents logiciels, les données ne sont pas définies dans tous les cantons de la même manière, les données sont de mauvaise qualité ou incomplètes, les offices fédéraux ne reçoivent pas les données», a égrainé Michel Huissoud, directeur du CDF.

La statistique 2021 montre qu'entre 2020 et 2021 le nombre d'annonces de lanceurs d'alerte est passé de 484 à 402. Au total, 77 cas provenaient d'employés fédéraux, les autres de personnes extérieures à la Confédération comme des fournisseurs, particuliers ou des employés d'entreprises privées.

Cet exercice 2021 était le dernier de Michel Huissoud, qui part à la retraite fin août, après trente-quatre ans dans ce service. Il sera remplacé par Pascal Stirnimann, l'homme qui avait révélé le scandale CarPostal. ■

La droite romande fait-elle main basse sur l'école?

JEUNESSE Après vingt-huit ans de règne socialiste, l'éducation vaudoise échoit au PLR Frédéric Borloz. Dorénavant, une majorité des départements de la formation des cantons romands sont gérés par la droite. C'est tout sauf anecdotique au vu des enjeux à venir

YAN PAUCHARD
@yanpauchard

C'est la fin d'un long règne socialiste. Vingt-huit ans pour être précis. L'enseignement du canton de Vaud passera aux mains du PLR Frédéric Borloz. Un petit séisme politique. Comptable, président des vigneronnes suisses, l'ancien syndic d'Aigle semblait naturellement taillé pour reprendre les finances ou l'économie. Mais l'homme a assumé ses responsabilités et les ambitions électorales de son parti dont l'éducation a servi d'angle d'attaque contre la majorité gouvernementale de gauche. Dès l'entrée en fonction du Chablaisien, le 1er juillet, une majorité des départements de la formation des cantons romands (VD, VS, NE et JU) seront aux mains de la droite. C'est peut-être un détail pour vous, mais ça veut dire beaucoup pour le futur des politiques sco-

lares. D'autant qu'il y a de fortes probabilités qu'en 2023 l'instruction publique échappe à la gauche genevoise.

Au bout du Léman, il souffle un vent de changement après les mandats des socialistes Charles Beer (2003-2013) et Anne Emery-Torracinta (depuis 2013). D'autant plus que, dimanche, cette dernière a été désavouée par le peuple sur son projet de réforme du cycle d'orientation. Le référendum était porté par le PLR et l'UDC. Récemment, la droite s'est ainsi mobilisée sur le domaine de l'enseignement. Fait rare, au début de l'été 2021, les sections romandes du PLR s'étaient concertées pour s'opposer à la promotion de l'orthographe rectifiée.

Prudence du côté syndical

La droite a-t-elle donc décidé de ne plus laisser la thématique à la gauche? «Nous n'avons jamais été absents de ces débats sur l'école, corrige Florence Bettschart-Narbel, vice-présidente du PLR vaudois. Mais il est également vrai qu'aujourd'hui il y a une véritable volonté d'être présent. Je me réjouis que mon parti ait repris la formation. L'école vaudoise a besoin d'être apaisée et de revenir aux fondamentaux, après une multiplication de réformes qui l'ont transformée en laboratoire.»

Face à l'arrivée d'un conseiller d'Etat de droite, le président du Syndicat SSP Vaud, Julien Eggenberger se montre prudent: «Nous attendons avec impatience le programme de législature, relève celui qui est également enseignant et député socialiste. Nous serons attentifs non seulement aux projets présentés, mais aussi aux moyens qui y seront alloués.» Il liste les enjeux, nombreux, de la poursuite du concept 360 pour l'école inclusive à la réponse à apporter à la démographie scolaire, passant par le défi de l'accueil des réfugiés fuyant la guerre en Ukraine et la généralisation du gymnase en quatre ans (projet mis en consultation cette semaine par la Confédération).

Sur le dossier – majeur – du gymnase en quatre ans, le changement à la tête du département vaudois pourrait se révéler déterminant. Si le monde enseignant est majoritairement favorable à une formule «11+4», la droite défend un «10+4» afin de ne pas accroître le nombre d'années d'études. Plus généralement, il y a d'autres divergences de vue, comme l'a constaté la députée neuchâteloise Sarah Blum, présidente du groupe VertPOP. «La droite privilégie souvent les économies aux aspects sociaux ou éducatifs», sou-



«L'école vaudoise a besoin d'être apaisée et de revenir aux fondamentaux»

FLORENCE BETTSCHART-NARBEL, VICE-PRÉSIDENTE DU PLR VAUDOIS

ligne-t-elle, rappelant que le monde enseignant était encore «marqué» par le passage du PLR Philippe Gnaegi (non réélu en 2009) et ses fortes coupes budgétaires. Sarah Blum s'opposera également au projet de l'actuelle ministre, la PLR Crystel Graf. «Elle veut faire passer le taux de

jeunes qui vont en apprentissage de 78 à 85%, ça mettrait en danger la place académique de Neuchâtel», conclut la popiste.

Contre-exemple fribourgeois

«Les débats sur les réformes scolaires ont toujours été très émotionnels», remarque Samuel Rohrbach, président du Syndicat des enseignants romands (SER). Mais le Jurassien relativise l'impression que la droite s'emparerait des départements de la formation. «Il s'agit à chaque fois de contextes politiques cantonaux différents», explique-t-il, rappelant le contre-exemple de Fribourg, où le département est passé en 2021 à gauche, ou citant des ministres de droite marquants du passé, telle la Genevoise Martine Brunschwig-Graf.

Du côté de Genève, enfin, le député PLR Jean Romain, médiatique défenseur de la tradition scolaire, nuance le poids d'un changement de chef de département. «La vision de l'école n'est pas seulement portée par un conseiller d'Etat, mais également par son staff, les hauts fonctionnaires, et finalement par toute la société, note Jean Romain. Les populations vaudoises et genevoises sont imprégnées par un tout autre historique scolaire que celles de Fribourg ou du Valais.» ■